

# QUELQUES ENSEIGNEMENTS de la GRÈVE GÉNÉRALE BELGE

## II

N OUS remarquons plus haut que si Ernest Mandel et Pierre Gousset avaient, chacun pour son compte, développé abondamment leurs vues au cours de la grève générale belge, le satellite Germain, subissant momentanément une éclipse totale, avait, quant à lui, « *imité de Conrart le silence prudent* » (1). Et nous notions que, conformément à une tradition inaugurée par les pablistes en France, en août 1953, il n'avait pas manqué de réapparaître... après la grève. Les pablistes ont en effet édité une brochure sur les grèves belges, qui constitue une tentative manifeste de répondre aux critiques de Tom Kemp, dans l'hebdomadaire trotskyste anglais *The Newsletter*, et à celles des numéros d'*Informations Ouvrières* que nous avons cités. Cette tentative de dédouanage est, somme toute, la seule couleur de la palette pabliste qui manquait dans notre description ; il nous faut donc en parler ici.

### UNE TACHE QUI N'ÉTAIT PAS FACILE A REMPLIR

Couvrir l'activité des liquidateurs en Belgique pendant la grève générale, ce n'était pas une tâche aisée. Certes, les pablistes sont passés maîtres, depuis la fin de 1950, dans l'art de rédiger des documents éclectiques, qui entremêlent, juxtaposent deux lignes contradictoires : une ligne trotskyste, encore que formulée le plus abstraitement possible, et une ligne de capitulation devant les appareils. Pareil double jeu (au moins dans les écrits) exprime l'essence même du pabliste, qui ne peut jouer son rôle de liquidateur du mouvement trotskyste, au sein même de ce mouvement, qu'en revêtant un masque trotskyste. Mais, dans les actes, au cours d'une période de lutte de classe aiguë, la politique pabliste perd tout caractère éclectique ou contradictoire. Dans la pratique, des deux lignes opposées, il n'en subsiste alors qu'une seule, la seconde : une politique de même nature que celle développée par *La Gauche* pendant la grève générale, qui, nous l'avons vu, était parfaitement claire.

La honteuse capitulation, devant l'appareil réformiste belge, de *La Gauche*, dont la politique avait pourtant bénéficié du soutien sans réserve du Secrétariat International, posait pour celui-ci certains problèmes. Sous peine de perdre la confiance des adhérents, celui-ci devait donc s'efforcer de rétablir une harmonie apparente entre une théorie éclectique et une pratique de capitulation sans fard. Il leur fallait composer une œuvre apologétique, de nature à la fois à donner à certains mécontents l'impression que, de l'avis de Germain, Mandel est allé quand même un peu trop loin, tout en laissant à ce dernier la possibilité de démontrer, textes en mains, que les « marxistes conséquents » du S.I. approuvent entièrement son activité.

(1) Voir dans « *La Vérité* », n° 522, la première partie de cet article.



La conférence baptisée pompeusement par les pablistes « 6<sup>e</sup> congrès mondial », s'est tenue pendant la grève générale belge, ce qui obligea les pablistes à écrire dès ce moment, dans leur « Résolution de politique générale » :

*« La grève belge a démontré... que, si (la classe ouvrière) n'arrive pas à briser les limites qui lui sont imposées par la direction réformiste — même celle la plus à gauche — et à surmonter le stade de pression sur l'état capitaliste sans mettre ouvertement en question celui-ci, toute sa force ne pourra pas briser la barrière et faire échec aux mesures de fond de l'offensive capitaliste. »*

Nous avons suffisamment démontré plus haut, pour ne pas avoir à y revenir, que Mandel, dans les mots d'ordre qu'il proposait aux grévistes belges, n'est jamais allé au-delà du « stade de pression » sur le parlement bourgeois, et a surtout pris le plus grand soin de ne pas sortir des limites que lui imposait le réformiste Renard. Mais le « 6<sup>e</sup> congrès » sui generis s'est tenu du 10 au 15 janvier 1961. Les pablistes belges y participaient, et ils ont voté cette résolution. Alors, le militant de base d'une organisation sous contrôle pabliste, disons en Amérique latine, qui n'a guère la possibilité de se procurer la collection de *La Gauche*, pourra-t-il douter que les dirigeants pablistes en Belgique n'aient fait leur possible pour appliquer, du 20 décembre au 20 janvier, la résolution qu'ils ont votée au même moment ? Pourra-t-il croire aisément qu'ils ont fait exactement le contraire ? Non, et c'est précisément le but souhaité. Certes, de telles mœurs sont courantes dans la pratique politique des réformistes ou des staliniens — mais elles peuvent surprendre davantage de la part d'hommes auxquels le programme de transition, dont ils se réclament, donne pour règle de « ne pas chercher la ligne de moindre résistance », d'« appeler les choses par leur nom », de « dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit », d'« être fidèle, dans les petites choses comme dans les grandes » et d'« oser, quand vient l'heure de l'action ». Oui, de telles mœurs étaient inconnues dans les rangs trotskystes jusqu'à la naissance du pablisme. Et ceux qui les pratiquent doivent être exposés comme des ennemis pernicious du trotskysme, et traités comme tels. La santé et la vie même du mouvement sont à ce prix.

## UNE LUTTE QUI N'ÉTAIT PAS RÉVOLUTIONNAIRE

Mais la pièce principale de l'apologétique pabliste, c'est cette brochure intitulée « *La grève belge de 1960-1961, force et faiblesse d'un grand combat* », et qui, bien qu'éditée en France et portant trois autres noms d'auteurs, laisse assez transparaître la pseudo-dialectique sophistique propre au style de Germain pour qu'on ne puisse guère douter qu'il a tenu la plume.

Ce chef-d'œuvre de confusionnisme commence par établir une distinction, aux yeux de l'auteur fondamentale, entre deux catégories de luttes ouvrières :

*« Les thèses trotskystes sur les perspectives européennes »* — il s'agit de thèses adoptées un an plus tôt par le « Comité Exécutif International » pabliste — « avaient signalé clairement que, si la prospérité économique relative du capitalisme européen ne créait pas un climat favorable pour des luttes révolutionnaires du type 1918-



1921 ou du type 1944-1947, elle n'excluait pas du tout la possibilité de "lutttes grévistes plus larges pour les revendications transitoires" du type de celles de 1936... C'est exactement ce qui s'est produit en Belgique ». (pp. 1-2)

Donc, la grève générale belge n'appartient pas à la catégorie des « lutttes révolutionnaires », mais à celle des « lutttes grévistes plus larges » (plus larges que quoi ?) « pour les revendications transitoires », les lutttes de cette deuxième catégorie n'étant apparemment pas des lutttes révolutionnaires.

Si cela signifie que « lutte révolutionnaire » est pris ici comme synonyme de « soulèvement armé », c'est absurde, car, au début d'une période révolutionnaire, les travailleurs ne sont généralement pas armés, mais précisément en viennent à s'armer au cours des épisodes successifs de la lutte pour le pouvoir. Mais l'essentiel n'est pas là.

Ainsi, la grève générale belge n'était pas une « lutte révolutionnaire ». Elle a, il est vrai, mis le pays au bord de la révolution :

« Une bataille comme la grève belge de 1960-1961... reste possible partout... il n'y a pas un seul pays qui, dans le monde révolutionnaire d'aujourd'hui, ne puisse, en l'espace de quelques années, être amené au bord de la révolution. » (p. 29)

Le « monde » est donc « révolutionnaire »... mais la grève générale belge ne l'est pas :

« Cette propagande » (celle des marxistes révolutionnaires) « aurait dû porter sur le caractère semi-révolutionnaire de toute grève générale réussie. » (p. 17).

Or, nous le verrons bientôt, d'après la brochure pabliste, la grève belge n'était pas générale (et on ne peut guère soutenir qu'elle ait réussi). Elle n'était donc, aux yeux de Germain, même pas semi-révolutionnaire. Cependant :

« La nature profondément anticapitaliste et objectivement révolutionnaire de la grève n'est jamais apparue au P.C. Il s'efforça même de la nier... » (p. 23)

Faisons le point. La grève belge n'était pas révolutionnaire. Elle mettait le pays au bord de la révolution, et elle était objectivement révolutionnaire, tout en n'étant même pas semi-révolutionnaire. Il est vrai qu'elle s'est déroulée dans un monde révolutionnaire (pas objectivement révolutionnaire, ni semi-révolutionnaire, mais révolutionnaire tout court). En un mot, pour le lecteur de la brochure pabliste, la nature de la grève en question est, semble-t-il, encore plus obscure que pour le P.C. belge. Mais si ce malheureux lecteur veut chercher des éclaircissements dans la « Résolution politique » du congrès pabliste, il y apprendra que :

« La grande grève belge... a profondément ébranlé le pouvoir de la bourgeoisie, et elle s'est transformée en réalité en lutte pour la conquête de revendications transitoires, que, seuls, le renversement du gouvernement réactionnaire et son remplacement par un gouvernement ouvrier auraient pu arracher. »

Ainsi, la grève, qui n'était pas révolutionnaire, pas même semi-révolutionnaire, a profondément ébranlé le pouvoir de la bourgeoisie et ne pouvait réaliser ses objectifs qu'en renversant le gouvernement. Ce

désordre apparent de la pensée est en réalité savamment ordonné et, nous le verrons, a un sens précis. Relevons, pour l'instant, que, tout en soutenant qu'il s'agit là d'autre chose que de « *luttes révolutionnaires* », Germain place la grève belge de 1960-1961 dans une même catégorie que le Juin 36 français. Or, il se trouve que Juin 36, pour des trotskystes, cela évoque certains souvenirs.

Se moquant de Blum et Jouhaux, qui ne voyaient dans la grande lutte engagée que « *des grèves économiques, mais non pas politiques* », Trotsky écrivait de Norvège, le 9 juin 1936 :

« ... *Ce ne sont pas des grèves corporatives. Ce ne sont pas des grèves. C'est LA GRÈVE. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. C'est le début classique de la révolution.* » (Où va la France ?, p. 179.)

Le titre même de l'article dont ces lignes sont extraites est sans équivoque : « *La révolution française a commencé* ». On le voit, Trotsky ne semblait guère enclin à ranger Juin 36 dans une catégorie autre que celle des « *luttes révolutionnaires* ». S'adressant aux Germain de l'époque — aux centristes — il ajoutait d'ailleurs :

« *Les mots de "révolution française" peuvent paraître exagérés. Mais non ! Ce n'est pas une exagération. C'est précisément ainsi que naît la révolution. En général, elle ne peut naître autrement...* » (Idem, p. 177.)

Si Germain s'oppose à Trotsky, ce n'est pas que la caractérisation de Juin 36 lui importe. Juin 36, comme tout le reste, c'est pour lui une chose ou l'autre, suivant ses besoins du moment. Et ses besoins du moment, c'est de démontrer qu'en Belgique, en décembre 1960, la révolution n'avait pas commencé. Il lui va donc falloir à tout prix démontrer que, bien que la grève générale belge appartienne à un même groupe que Juin 36, un abîme ne les en sépare pas moins. La seule issue qui lui reste, c'est de soutenir qu'en Belgique il n'y a pas eu de grève générale !

## UNE GRÈVE QUI N'ÉTAIT PAS GÉNÉRALE

Pourtant, au cours de l'action, *La Gauche* avait couramment parlé de « *grève générale* ». Mais, déjà, dans son numéro du 28 janvier, cette expression tend à disparaître. Dans la « *Résolution politique* » du congrès pabliste, elle ne figure plus. Dans la brochure pabliste, intitulée « *La grève belge* », elle a presque complètement disparu — presque, car, sans doute par inadvertance, Germain l'emploiera une fois encore lorsqu'il écrit :

« *Cette grève générale a révélé que le P.C. était prisonnier des conceptions khrouchtcheviennes de la "coexistence pacifique" et des "voies pacifiques du socialisme".* » (p. 23)

Evidemment, il ne fallait rien de moins qu'une grève générale pour « *révéler* » à Germain que le P.C. belge était prisonnier des conceptions du maître actuel du Kremlin. Cet homme est parfois désarmant...

Mais une page entière de la brochure est consacrée à prouver, au contraire, que la grève n'était pas générale, car :



« Les travailleurs qui n'ont pas fait grève... représentent plus de la moitié de la classe, quelque 1,3 million de travailleurs... Les travailleurs qui ont fait grève (ou qui ont dû chômer) pendant quelques jours... cette catégorie comporte quelque 400.000 travailleurs. » (Ceux qui) « ont fait de deux à quatre semaines de grève... » (sont) « au total quelque 400.000. Enfin, l'avant-garde de la classe ouvrière, quelque 200.000 travailleurs dans tout le pays... ont exercé une grosse pression sur leur direction syndicale pour qu'elle déclenche la grève, et..., quelquefois, ont même arrêté le travail avant que l'ordre formel ne soit donné ».

Donc, seule, une avant-garde de 200.000 travailleurs a réellement participé à la grève générale ! Donc, il n'y a pas eu de grève générale en Belgique. Et voilà pourquoi votre fille est muette. Et voilà pourquoi La Gauche est restée muette sur la lutte pour le pouvoir engagée par les travailleurs belges.

Bien entendu, si, par « grève générale », on entend que tous les ouvriers d'un pays, sans exception, cessent le travail en même temps -- alors, il n'y a jamais eu nulle part de grève générale ! C'est ainsi qu'en mai-juin 1936, sur un total de 12 millions de travailleurs salariés recensés à cette époque en France, seulement 3 millions en tout ont débrayé pour une durée plus ou moins longue, et que, au point culminant de la grève, le nombre d'ouvriers ayant cessé le travail simultanément a atteint 2 millions environ. On sait que, notamment, ni les services publics (cheminots, postiers...), ni les fonctionnaires n'ont été touchés à aucun moment par le mouvement, contrairement à ce qui fut le cas en Belgique, où la proportion des grévistes par rapport au nombre total des salariés, d'après les chiffres mêmes de Germain, était aussi plus élevée. Cela n'empêcha pourtant pas Trotsky de montrer le caractère révolutionnaire de la grève générale de juin 1936.

## UNE QUESTION QUI NE SE POSAIT PAS

Pourquoi Germain met un tel acharnement à vouloir prouver qu'il n'y a eu en Belgique ni grève révolutionnaire, ni grève semi-révolutionnaire, ni grève générale, cela se comprend sans peine. Car s'il s'était agi, en Belgique, du « rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs », c'est que LA QUESTION DU POUVOIR ÉTAIT POSÉE — et que l'agitation développée par ceux qui se réclamaient du marxisme devait donc s'ordonner autour des voies et moyens propres à organiser la lutte des travailleurs contre l'état bourgeois : la lutte pour le pouvoir ouvrier. Il faut donc que Germain démontre qu'il n'y avait pas de grève générale, s'il veut affirmer ensuite que les objectifs « réalisables » par la grève ne débordaient pas le cadre du régime bourgeois.

« Même sans grève générale provoquant l'arrêt total de l'activité du pays » (de telles grèves, nous l'avons vu, il n'y en a jamais eu nulle part !), « la classe ouvrière belge aurait pu arracher le retrait de la loi unique et quelques revendications transitoires... ». (p. 11)



Laissons pour l'instant la conception qui est derrière cette formule : « *QUELQUES revendications transitoires* ». Nous touchons ici du doigt le but de l'argumentation sui generis de Germain. Mandel avait raison, s'il est vrai que la grève, ne pouvant mettre en cause le pouvoir bourgeois, pouvait néanmoins, en exerçant, grâce aux infiltrantes méthodes recommandées par *La Gauche*, une pression assez forte sur le parlement, obtenir satisfaction dans le cadre nécessairement restreint qui était le sien. Le point essentiel, c'était de distinguer « *ce qui était réalisable et ce qui ne le fut point* » (p. 19) — et la brochure pabliste y consacre tout un chapitre. En juin 36, Marceau Pivert s'écriait : « *Maintenant, tout est possible !* » Il faut le reconnaître : cette parole situait Pivert, embrasé par le souffle brûlant de la grève générale, beaucoup plus à gauche que n'alla jamais Germain, qui, lui, est resté incomparablement plus froid.

Bien entendu, « *ce qui ne fut point réalisable* », pour employer le jargon pabliste, c'était, au premier chef, de donner aux travailleurs belges l'armement politique dont ils avaient besoin dans leur lutte pour le pouvoir. Car, nous disent des « *réalistes* » à moins que la centrale chrétienne n'ait participé à la grève générale dès le début, ou que l'appareil réformiste n'ait organisé une marche sur Bruxelles — à moins, donc, que les agents de la hiérarchie vaticane ou les instruments « *démocratiques* » du capital financier belge au sein de la classe ouvrière n'aient pris la direction du combat des travailleurs pour le pouvoir :

« *Toute agitation pour une formule gouvernementale précise... aurait été, soit aventuriste et incomprise de la grande majorité des travailleurs, soit opportuniste et démobilisatrice, c'est-à-dire interprétée dans un sens purement parlementaire et électoral.* » (P. 18.)

Ainsi, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan était aventuriste ! Et Mandel a fort bien fait de n'en point souffler mot. Germain, il est vrai, oublie que Mandel a lancé, dans *La Gauche*, une « *formule gouvernementale précise* » : celle d'une coalition P.S.B.-P.S.C., à condition que... Ce Mandel serait-il un « *opportuniste* », un « *démobilisateur* » ? En tout cas, il faut lui rendre cette justice, sa politique était peut-être « *incomprise* », mais sûrement pas « *aventuriste* » ! Et il a ceci de commun avec Germain qu'avec ou sans mot d'ordre gouvernemental, l'essentiel, pour l'un comme pour l'autre, était que le mouvement ne sorte pas du cadre du parlementarisme bourgeois, du cadre fixé par les Renard et les Major.

Car, puisqu'il n'y avait pas de grève générale :

« *Toute tentative de promouvoir, par l'agitation, la création immédiate d'une nouvelle direction nationale de la grève — par exemple par la convocation d'un congrès national des comités de grève — était dès lors vouée à l'échec. Le seul moyen dont disposait une tendance marxiste révolutionnaire pour influencer directement la direction nationale de la grève, ce fut, soit le remplacement régional de certains leaders (notamment par la création d'un comité régional de grève, ce qui n'a pu être réalisé nulle part) et la participation, par ce biais, au comité de coordination, soit la pression indirecte sur ce comité par des initiatives parties de la base, dans les régions où elle était la plus avancée.* » (P. 16.)

Certains comités de grève ont surgi de la base, d'autres ont été



constitués par les cadres syndicaux inférieurs, d'autres étaient une combinaison des deux. Dans tous les cas — si tant est qu'il ait eu une grève générale en Belgique! — les uns comme les autres, appuyés sur les piquets de grève et les manifestations de masse, étaient, aux yeux d'un marxiste, les organes dirigeants de la grève générale, soumis, à un degré plus ou moins élevé, au contrôle direct des travailleurs en lutte : l'embryon du pouvoir ouvrier.

Même là où les comités de grève coïncidaient formellement avec les directions syndicales, leur contenu n'était pas seulement différent, mais opposé. Le caractère contradictoire des organisations syndicales, ouvrières par leur base et leur programme, bourgeoises par leur direction, prenait ici la forme d'un conflit entre la fonction de l'appareil syndical, courroie de transmission de la politique bourgeoise dans la classe ouvrière, fonction assumée inconsciemment en tout cas par l'échelon inférieur des responsables syndicaux, et le nouveau rôle de ceux-ci comme dirigeants, de bon ou de mauvais gré, des masses en lutte. Lancer le mot d'ordre du congrès des comités de grève, c'était aggraver cette contradiction, décupler les possibilités d'intervention de la fraction révolutionnaire, ouvrir la possibilité d'un éclatement de l'appareil... C'était donc, pour les pablistes, totalement exclu.

Au mot d'ordre du congrès des comités de grève, les pablistes opposent la « participation au Comité de coordination ». Il s'agit du « Comité de coordination des régions wallonnes de la F.G.T.B. ». Cet organisme a été constitué, le 23 décembre, sous la présidence d'André Renard, par les directions syndicales de Charleroi, du Centre, du Borinage, du Brabant wallon, de Liège, de Namur, de Verviers et de Tournai. Comité de bureaucrates syndicaux, nullement mandaté et encore moins contrôlé par les comités de grève, il a été formé par Renard, en pleine montée de la grève générale, pour prévenir précisément la constitution d'une direction autonome de la grève, pour affermir le contrôle des sommets de l'appareil sur le mouvement, à seule fin de le conduire dans l'impasse. L'objectif suprême des pablistes, c'était de s'infiltrer dans cet organisme de bureaucrates, qui n'était absolument pas l'expression des comités de grève, mais au contraire s'était fait irresponsable devant la grève générale pour mieux en préparer l'étouffement. Voilà bien le « nec plus ultra » de l'entrisme « sui generis » ! Si les pablistes n'ont pas réussi davantage cette infiltration-là que l'« infiltration » dans Bruxelles, il faut l'imputer sans doute à l'ironie de l'Histoire ! Il se trouve, en tout cas, que ces gens réalisent rarement, dans la lutte des classes, même ce qu'ils affirment être « réalisable ». C'est seulement contre le mouvement trotskyste mondial qu'ils ont fait preuve d'une efficacité certaine.

L'infiltration ayant échoué, restait la « pression indirecte » sur le comité de coordination. En fait, si nul n'a vu Renard céder à la pression « indirecte » de *La Gauche*, chacun a pu voir, et nous l'avons montré, *La Gauche* céder à la pression très directe de Renard.

#### UNE COMPARAISON QUI N'ÉTAIT DÉCIDÉMENT PAS OPPORTUNE

Il est impossible de ne pas revenir ici sur le parallèle fait par les pablistes entre la grève générale belge et Juin 36. (D'ailleurs, ne l'oublions



pas, Gousset a parlé, dans *France-Observateur*, de la grève belge comme d'un « nouveau Juin 36 ».) Car ces mêmes problèmes du caractère du mouvement, de la direction de la grève et de la lutte pour le pouvoir, se sont posés en juin 36 et Trotsky a proposé ses solutions, qui sont sans équivoque.

Plus d'un an avant le mouvement, il écrivait :

*« La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de luttés les plus révolutionnaires... Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle est apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir... L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir... OU LA CAPITULATION COMPLETE OU LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE POUR LE POUVOIR — telle est l'alternative, qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. »* (« Où va la France ? », pp. 91, 100, 101.)

Tout ce passage serait à citer. Et l'on comprend de mieux en mieux pourquoi Germain s'efforce de réfuter Gousset. Il n'y avait pas de nouveau Juin 36... puisqu'il n'y avait pas de grève générale en Belgique !

Le 5 juin 1936, alors que le mouvement n'est pas encore à son point culminant, Trotsky écrit :

*« La grève de masse est l'élément naturel de la révolution prolétarienne. Les comités d'action ne peuvent actuellement être rien d'autre que les comités des grévistes qui occupent les entreprises. D'atelier en atelier, d'usine en usine, de quartier en quartier, de ville en ville, les comités d'action doivent établir entre eux une liaison étroite, se réunir en conférences par villes, par groupes de production, par arrondissements, pour terminer par un congrès de tous les comités d'action de France... »* (« Où va la France ? », p. 176.)

Enfin, le 9 juin, il définit le mot d'ordre qu'exige le niveau atteint par le mouvement :

*« Un état-major révolutionnaire ne peut naître au moyen de combinaisons de sommets. L'organisation de combat... ne peut pas... coïncider avec les syndicats, car les syndicats n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus ferme. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire. Il n'est pas besoin d'inventer ici de nouvelles formes : il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer le nom d'une telle organisation : CE SONT LES SOVIETS DE DÉPUTÉS OUVRIERS. »*



« ... Il fut un temps où nous pensions que ce mot d'ordre était inopportun. Mais actuellement, la situation est radicalement changée. Le puissant conflit des classes va vers un dénouement redoutable. Celui qui hésite, qui perd du temps, est un traître.

« ... "Les Soviets partout" ? D'accord ! Mais il est temps de passer des paroles aux actes. » (« Où va la France ? », pp. 183-184.)

Tout commentaire est superflu. « Celui qui hésite, qui perd du temps, est un traître. » Ces lignes s'adressaient-elles à un Mandel de l'époque ? Non ! Mandel n'a pas hésité, pas un instant. Il n'a pas perdu une minute. Entre la capitulation complète et la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, son choix était fait — bien avant même que la grève ne commence.

Toutefois, il faut le reconnaître, Mandel a eu, en Juin 36, un précurseur. Un dirigeant du mouvement ouvrier français, et non des moindres, pensait que la situation n'était pas révolutionnaire, que tout n'était pas possible, que la lutte pour le pouvoir ouvrier était exclue, et qu'il fallait soigneusement distinguer ce qui était réalisable de ce qui ne l'était point :

« Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement. Notre but reste le pouvoir des soviets, mais ce n'est pas pour ce soir, ni pour demain matin, car toutes les conditions ne sont pas réunies... Alors ? Alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications. »

On croirait entendre Mandel acceptant (La Gauche du 24 décembre 1960) l'idée d'un gouvernement P.S.B.-P.S.C. « pour mettre fin à la grève », à condition « que l'essentiel des réformes de structure soit retenu dans la plate-forme ministérielle ». Toutefois, les lignes qu'on vient de lire ne sont pas de Mandel, elles sont de Maurice Thorez, dans son fameux discours du 11 juin 1936 aux membres du P.C. de la région parisienne, discours qui porta le coup d'arrêt à la grève générale. Thorez avait d'ailleurs commencé par rappeler le programme du Front Populaire, dont certains points : la nationalisation des industries de guerre, la réforme du statut de la Banque de France, la réforme démocratique des impôts, la lutte contre la fraude, le contrôle des exportations d'or et de capitaux, etc., figureraient avantagusement dans le programme des « réformes de structure » chères au cœur de Mandel, qui n'a, décidément, rien inventé.

#### DES RÉFORMES DONT LA STRUCTURE N'EST VRAIMENT PAS CLAIRE

Nous avons vu Mandel nous affirmer que les réformes de structure étaient socialistes, et Gousset nous démontrer qu'elles ne sortaient pas du cadre du capitalisme. C'est maintenant au tour de Germain d'affronter ce véritable sphinx de notre temps. Après la thèse et l'antithèse, nous sommes en droit d'attendre la synthèse. Germain va, comme toujours, droit au fond des choses :

« La notion même de ces réformes de structure est ambiguë ; elle peut couvrir à la fois des réformes de rénovation du capitalisme dans le genre de celles qui furent appliquées en France et en



*Grande-Bretagne par les premiers gouvernements dits "de gauche" au lendemain de la "libération", et de véritables revendications transitoires, incompatibles avec la survie du régime capitaliste...»*  
(p. 5)

Cette dialectique de l'ambiguïté est l'un des traits saillants du pabliste. C'est ainsi qu'ils ont découvert récemment — et c'est là une question qui mérite que nous y revenions un jour — et que les nouveaux états africains (notamment la Guinée de Sékou Touré) n'ont pas de caractère de classe défini, pas plus que les réformes de structure.

Donc, s'il faut en croire la brochure pabliste, des «*réformes de rénovation du capitalisme*» ont été appliquées en France et en Grande-Bretagne au lendemain de la «*libération*»; on a, donc, affaire, dans ces pays, à un capitalisme renoué. Et c'est bien en effet pour rénover le capitalisme belge suranné qu'André Renard a déclaré combattre.

La nature des «*réformes de structure*» n'est pourtant pas plus ambiguë que ne l'étaient, en France, le programme du Front Populaire ou celui du Conseil National de la Résistance, dont le mouvement trotskyste n'a jamais estimé qu'ils puissent être «*incompatibles avec la survie durégime*»; il y a vu, au contraire, et à bon droit, des nœuds coulants pour étrangler le mouvement des masses.

C'est d'ailleurs un collaborateur de Mandel, Robert Sixte, qui, dans *La Gauche* du 17 décembre, reconnaissait que les réformes de structure «*ne constituent nullement une réforme socialiste*».

Mais, page 17 de la brochure pabliste, nous apprenons que la tendance marxiste, dans son «*agitation programmatique*» (sic)

«*aurait donc dû se limiter à prendre au mot les dirigeants de la F.G.T.B. (et surtout la tendance Renard), à axer la grève sur les réformes de structure, à vider celles-ci de toute ambiguïté, et à leur donner le sens de revendications transitoires nettement anticapitalistes*».

Faut-il conclure de ce conditionnel que la «*tendance marxiste*» n'a donc pas cherché à «*vider les réformes de toute ambiguïté et à leur donner le sens de revendications transitoires nettement anticapitalistes*»? Il est incontestable, et toute la campagne de *La Gauche* le confirme, qu'aucune tentative n'a été faite dans ce but. Nous en connaissons les raisons: Mandel n'entendait, en aucun cas, se couper de Renard. Mais la brochure, elle, paraît après la fin du mouvement, et son auteur est anxieux de faire croire qu'il s'est, lui, délimité des réformistes.

On aimerait pourtant apprendre de Germain comment il eût été possible de faire ce qu'il n'a pas tenté de faire, et de «*vider les réformes, etc.*» — autrement qu'en opposant au programme quelque peu utopique de replâtrage et d'«*assainissement*» du régime du capital financier, soutenu par Major, Renard et Mandel, des mots d'ordre «*nettement anticapitalistes*», tel que le contrôle ouvrier sur la production et l'expropriation (sans indemnité) des trusts — en un mot, en lui opposant le programme de transition de la Quatrième Internationale. Mais c'est sans doute là



ce que la brochure appelle « organiser l'agitation autour des slogans que les masses ne peuvent comprendre », activité inadmissible pour « une véritable direction révolutionnaire » (p. 14).

## DES REVENDICATIONS QUI N'ONT PLUS RIEN DE TRANSITOIRE

A ce point, il nous est possible de revenir sur l'étrange opposition établie par les pablistes entre « luttes révolutionnaires » et « luttes grévistes pour les revendications transitoires » ; cette conception se trouve précisée lorsque Germain écrit : compte tenu du caractère pris par la grève, « la classe ouvrière belge », à laquelle une « victoire totale » était interdite, « aurait pu arracher... QUELQUES revendications transitoires importantes ».

« La IV<sup>e</sup> Internationale », écrit Trotsky dans le « Programme de transition », « met en avant un système de revendications transitoires dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux programme minimum est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSITION dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne ». (En effet) « ... chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie mènent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'état bourgeois ».

Le « système de revendications transitoires », dans la conception trotskyste, constitue donc le pont qui conduit des revendications immédiates des masses à la révolution prolétarienne. Trotsky, contrairement à Germain, avait de la suite dans les idées. Déjà, en 1934, il parlait du programme de transition (dont le « Programme d'action de la Ligue Communiste », publié en 1934, constitua le premier état) comme d'un « système de mesures, qui — avec un gouvernement ouvrier et paysan — doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme » (« Où va la France ? », p. 51).

C'est pourquoi il ne peut être question — pour un trotskyste — de détacher du « système des revendications transitoires », qui constitue un tout dialectique, « quelques revendications importantes ». En effet, s'il s'agit de « revendications sérieuses », elles ne sont pas réalisables dans le cadre bourgeois, et impliquent donc le « système des revendications transitoires » tout entier. Prises à part, au contraire, détachées de ce « système », elles ne peuvent plus rien avoir de transitoire ; elles prennent une signification réformiste. C'est tromper les masses que de prétendre réaliser ces revendications en dehors de l'instauration d'un « gouvernement ouvrier et paysan ». Ces questions ont été débattues bien des fois dans notre mouvement. Il n'y a de place, dans la doctrine trotskyste, ni pour des « luttes grévistes pour les revendications transitoires » qui ne sont pas des « luttes révolutionnaires », ni pour cette idée d'une grève qui arracherait « quelques revendications transitoires importantes », en laissant intact le pouvoir bourgeois. Les pablistes, eux, font des revendications



transitoires un nouveau programme minimum, qu'ils opposent à la lutte pour le pouvoir — dont l'heure, d'après eux, n'a jamais sonné, pas plus dans la Belgique de 1960-1961 que dans la France d'août 1953. Les « *luttés révolutionnaires* » prennent ainsi dans le système pabliste la place que tenait le programme maximum chez la social-démocratie. On en parlera essentiellement les jours de fête, après la fin des luttes, et d'une manière « *propagandiste* ».

En effet, si les pablistes établissent une opposition rigide entre les notions dialectiquement liées de « *propagande* » et d'« *agitation* », c'est qu'elle prend sa place, dans leur système, aux côtés d'autres oppositions rigides : entre « *ce qui est possible et ce qui ne l'est pas* », et entre les « *luttés révolutionnaires* » (luttes pour le programme maximum) et les « *luttés pour les revendications transitoires* » (luttes pour le programme minimum). Pour des marxistes, dans une situation révolutionnaire telle qu'une grève générale, tout, à priori, est possible — y compris la conquête du pouvoir par la classe ouvrière — pour cette raison que l'un des facteurs de l'histoire qui va se faire ne peut être entièrement déterminé à l'avance : ce facteur, c'est celui que Marx appelle « *l'homme vivant et agissant* ». C'est seulement dans l'action que l'avant-garde révolutionnaire déterminera jusqu'où le combat engagé par les travailleurs pourra aller, contribuant ainsi en même temps à donner ses traits spécifiques à l'étape suivante de la lutte des classes. Le succès dépend des révolutionnaires — dans une mesure qui ne peut être entièrement déterminée à l'avance. Ceux qui pensent différemment sont des fatalistes, ce ne sont pas des marxistes ; c'est pourquoi ils seront incapables d'« *oser, quand vient l'heure de l'action* ».

Pour les pablistes, en pleine grève générale, la « *nécessité de poser la question du pouvoir* », la « *nature de l'État bourgeois et la nature du gouvernement et de l'État par lequel la classe ouvrière devrait (les) remplacer* », etc. — tout cela ne devait être évoqué qu'exclusivement sur le « *plan de la propagande* » (p. 17). Ces questions faisaient en effet partie des « *propositions politiques et organisationnelles qui ne sont pas encore comprises par toute l'avant-garde (et certainement pas par une partie importante de la classe)* » (p. 14).

Maintenant, relisons la résolution de politique générale du « 6<sup>e</sup> congrès » pabliste :

« *La grande grève belge... s'est transformée en réalité en lutte pour la conquête de revendications transitoires, que seul le renversement du gouvernement réactionnaire et son remplacement par un gouvernement ouvrier auraient pu arracher.* »

Si nous comprenons bien, les pablistes belges « *auraient dû* » tenir aux grévistes le langage suivant :

« *Vous ne pouvez obtenir satisfaction qu'en renversant le gouvernement réactionnaire et en le remplaçant par un gouvernement ouvrier. C'est nous, marxistes, qui vous le disons. Mais prenez garde ! Ce que nous vous en disons là, ce n'est que de la propagande, ce n'est pas de l'agitation. Ne vous y méprenez pas, ne croyez surtout*



pas que nous vous appelons à passer aux actes, à renverser le gouvernement réactionnaire et à le remplacer par un gouvernement ouvrier. Nous aimerions pourtant bien vous lancer un tel appel ! Mais nous ne pouvons pas, car la plupart d'entre vous ne nous comprendraient pas. Sans compter qu'André Renard n'aimerait pas du tout que nous lancions un appel de ce genre. S'il n'est pas question de renverser effectivement le gouvernement, faut-il donc conclure que votre grève ne peut vaincre ? Eh ! oui, bien sûr, cela est bien triste. Mais il vaut mieux ne pas en parler. »

C'est pourquoi la résolution pabliste, votée cinq jours avant la fin de la grève générale belge, en parle au conditionnel passé. On comprend aussi que Mandel se soit soigneusement abstenu de faire cette « propagande », que, d'après Germain, il « aurait dû » faire.

Il y a toutefois une autre interprétation possible (pour tout texte pabliste, il y en a au moins deux) : c'est que le « renversement » et le « remplacement » dont on parle se situent dans le cadre parlementaire, et que le « gouvernement ouvrier » dont il est question, c'est le « gouvernement P.S.B.-P.S.C. à condition que... » préconisé par Mandel.

#### « C'EST LA FAUTE DES OUVRIERS »

La situation, nous l'avons vu, était « objectivement révolutionnaire », sans pourtant être « révolutionnaire » ni même « semi-révolutionnaire ». Qu'est-ce à dire, sinon que les masses, qui n'étaient pas subjectivement prêtes, portent la responsabilité de l'échec ? Et nous avons vu Germain accuser les travailleurs de ne pas être capables de comprendre les mots d'ordre de lutte pour le pouvoir. C'est là le langage de tous les bureaucrates. Germain ne s'en tient d'ailleurs pas là :

« Les travailleurs ont pris conscience qu'une succession était d'ores et déjà ouverte. Ils se sont apprêtés à recueillir cette succession. Cette réaction des travailleurs ne serait pas compréhensible si l'on ne tenait pas compte de la propagande développée depuis plusieurs années par les syndicats F.G.T.B., la gauche du Parti socialiste et, depuis 1959, bien que dans une moindre mesure, le Parti communiste et la direction réformiste du P.S.B. elle-même. Cette propagande fut centrée sur les réformes de structure... Quelles que furent les ambiguïtés de la propagande pour les "réformes de structure", elle eut pour effet d'ancrer une idée capitale dans le cerveau des travailleurs : l'idée que le capitalisme belge est à bout de souffle ; l'idée qu'il a mené l'économie du pays dans une impasse ; l'idée que pour sortir le pays de cette impasse, il fallait des solutions nouvelles audacieuses, de type socialiste. » (pp. 5 et 6)

Donc, si la situation n'est pas révolutionnaire, c'est la faute des ouvriers. Mais, s'ils ont fait la grève générale, c'est grâce aux appareils ! Le pabliste est véritablement aux antipodes du trotskysme ! Si les travailleurs se sont lancés dans la grève générale, c'est là une conséquence du fait que le capitalisme belge est dans une impasse (et non de l'idée



qu'il est dans une impasse) ; ils l'ont fait, *malgré* les efforts déployés par les appareils pour les maintenir dans les cadres de l'ordre bourgeois, efforts dont le programme des réformes de structure est une partie intégrante. La grève générale, en un mot, a eu lieu parce que « *les lois de l'histoire sont plus fortes que tous les appareils bureaucratiques* » (Programme de transition) — et certainement pas parce que les appareils, « *définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois* » (idem), ont donné aux masses l'éducation qui leur manquait. Bien au contraire, ces appareils, qui savaient, eux, que les ouvriers comprenaient fort bien la nécessité de lutter pour le pouvoir, ont conçu le programme bourgeois des réformes de structure pour étouffer les aspirations révolutionnaires des masses en lutte. Il est vrai que les pablistes sont conséquents avec eux-mêmes : Les appareils sont aptes, d'après eux, à éduquer les masses pour la grève générale, parce que, sous la pression desdites masses, des conditions objectives de la crise du capitalisme, de l'accroissement de puissance des états ouvriers, du caractère imminent de la 3<sup>e</sup> guerre mondiale, etc., etc., les appareils « *gauchissent* » de plus en plus, et peuvent même aller jusqu'à « *mobiliser les masses contre le régime* ». C'est là la position fondamentale des pablistes, telle qu'ils l'ont exposée en 1951.

« *Cette campagne pour les "réformes de structure"* » — écrit Germain sans se rendre compte des nouvelles contradictions dans lesquelles il s'enfonce — « *a incontestablement nourri la confiance des travailleurs en leurs propres forces et sapé — peut-être même exagérément — leur respect pour la force de l'adversaire.* » (p. 6)

Si les travailleurs se trompaient sur le véritable rapport des forces, c'est que la situation n'était pas objectivement révolutionnaire — c'est que la grève générale était une aventure, contre laquelle *La Gauche* aurait dû les mettre en garde. Et la responsabilité de l'échec incomberait alors aux appareils, qui auraient inspiré aux travailleurs une confiance exagérée en leurs propres forces... Passons.

#### PABLISTES ET RENARDISTES : LA FAILLITE DE « LA GAUCHE »

Dans une interview publiée par le quotidien français *Le Monde* (29 mars 1961), André Renard tira les enseignements de l'échec de la grève générale. Après avoir pris connaissance des résultats des élections, ce gentleman déclara :

« *La formule d'un gouvernement social-chrétien-socialiste me semble bien répondre aux nécessités de l'heure.* »

Conclusion parfaitement cohérente avec la politique menée par ce social-traître « *de gauche* » dans la grève générale. Seul, un politicien centriste à la Germain pourrait s'estimer lésé. Relevons ce que les pablistes écrivent au sujet de A. Renard, dans leur brochure :

« *C'est dans ce sens que la propagande pour les "réformes de structure", menée depuis plusieurs années par la tendance Renard et par la gauche socialiste, porte incontestablement des fruits et facilite l'extension de la grève.* » (p. 8)



Ne revenons pas sur les réformes de structure. Constatons simplement que, pour Germain, la tendance Renard « a facilité l'extension de la grève ». Il est vrai, et la brochure le signale, que « la tendance Renard » subissant « une violente pression de sa propre base... se trouvait sur le point d'être débordée. Elle n'eut dès lors qu'un seul souci : établir un plan d'action qui permettrait de canaliser le mouvement » (p. 9). Mais, grâce à dieu, on ne peut tenir rigueur à Renard d'avoir canalisé le mouvement, car il ne s'est résolu à cette dernière extrémité qu'afin « de préparer celui-ci de manière à le rendre à la fois plus efficace mais aussi moins spontané et moins apte à déborder les objectifs fixés » (p. 9).

Le mal est après tout secondaire ; Germain ne saurait reprocher à Renard de ne pas accepter de voir le mouvement déborder les objectifs fixés, savoir les réformes de structure, qui sont également ses propres objectifs.

Néanmoins, Germain n'en doit pas moins admettre que :

« La minorité (tendance Renard) qui avait pris en mains la direction de la grève, révéla alors ses limites et ses défauts. Elle ne sut trouver ni les formes d'action de masse, ni les mots d'ordre d'action nécessaires pour dépasser le stade des manifestations de masse (qui furent de simples promenades) ou du renforcement des piquets... Les solutions qu'elle finit par proposer furent de véritables dérivatifs, incapables d'apporter une solution, "abandon de l'outil", fédéralisme politique, fédéralisme syndical. » (p. 12)

Ces critiques, volontairement modérées, sont après tout mineures, puisque Germain n'hésite pas à ajouter :

« L'aile Renard perdit, au début, à Liège, la direction de la grève ; mais, à la différence des autres tendances syndicales, elle sut très rapidement reprendre le contrôle du mouvement dans sa région. En définitive, grâce à une attitude somme toute assez combative, Renard put apparaître comme le leader du mouvement, au moins dans toute la Wallonie et quelques régions flamandes. » (p. 21)

Les dieux en soient loués ! La grève générale belge a réussi à trouver une direction, celle de Renard, qui, à quelques défauts près, est reconnue par Germain comme ayant été « somme toute assez combative ».

Dans ces conditions, quand Germain écrit : « La responsabilité » (du maigre bilan de la grève) « incombe entièrement à une direction inadéquate (Renard) ou traître (Major et les dirigeants du P.S.B.) » (p. 13), lorsqu'il parle de la « non moins grande responsabilité de Renard dans le non aboutissement de la grève » (p. 22), il ne fait pas autre chose que lancer un rideau de fumée pour cacher la plate soumission de Mandel à la direction Renard.

#### DES « MARXISTES RÉVOLUTIONNAIRES » AU CONDITIONNEL PASSÉ

Une des choses qui frappent le plus le lecteur de la brochure pabliste, c'est que tout ce qui a trait aux marxistes révolutionnaires, ou presque, est rédigé soit sur le mode du souhait (« Toute tendance marxiste révolutionnaire doit... »), soit au conditionnel passé (« Les marxistes révoju-



tionnaires auraient pu... auraient dû... ; n'auraient pas su... n'auraient pas dû... »). Mais Germain, lui, a-t-il... ou n'a-t-il pas?... N'aurait-il pas sû?... Nous ne le saurons pas. Mais nous saurons quand même que :

« Supérieur en cela aux organisations et à la presse stalinienne et social-démocrate de droite, le journal *La Gauche* lança continuellement des mots d'ordre, qui chaque fois correspondaient mieux aux besoins du moment et aux aspirations des masses. »

Germain accorde donc à Mandel une approbation sans réserve — à l'indicatif. C'est l'essentiel. Tout le bavardage au conditionnel n'est là que pour donner l'impression qu'il y a, malgré tout, une certaine critique de Mandel, ou encore que Germain a fait, lui, ce que les marxistes « auraient dû faire », ailleurs que dans *La Gauche*. On espère satisfaire ainsi les militants de base des organisations pablistes, mécontents de Germain, mais n'ayant pas la possibilité de savoir exactement ce qui s'est passé.

Ce qu'il « aurait fallu faire », « par voie d'agitation », nous l'avons vu, c'est à peu près ce que Mandel a fait : « axer l'agitation sur les réformes de structure, etc. ». Ce qu'il « n'aurait pas fallu faire », c'était poser le problème du pouvoir. Mandel s'en est bien gardé. Mais Germain nous livre le fond de la pensée pabliste sur le rôle de l'avant-garde :

« Il faut donc conclure », écrit le représentant belge du S.I. pabliste, « que, pas plus sur le plan des objectifs de la grève que sur celui des formes d'organisation, une tendance marxiste révolutionnaire n'aurait pu avec succès déclencher l'agitation pour substituer ses objectifs propres aux objectifs reconnus dans l'ensemble par l'avant-garde. » (p. 17)

Quels peuvent être ces « objectifs propres » des marxistes révolutionnaires, alors que, Marx et Engels l'ont écrit dans le « Manifeste Communiste » :

« Les communistes n'ont pas d'intérêts distincts du prolétariat tout entier. Ils n'établissent pas de principes distincts sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier... Les conceptions théoriques des communistes... ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte des classes existante... »

Traduits du jargon pabliste, les prétendus « objectifs propres des marxistes révolutionnaires » ne sont que l'expression des intérêts généraux des masses en lutte — tels que le programme trotskyste les définit. Quant aux prétendus « objectifs reconnus par l'avant-garde », tant que celle-ci n'a pas d'organisation et de moyens d'expression à elle, ces « objectifs reconnus » ne peuvent être que ceux avec lesquels l'appareil s'efforce d'encamisoler le mouvement — telles les « réformes de structure ». Ce sont les objectifs reconnus... par Renard.



En fait, cette distinction entre les « *objectifs propres* » et les « *objectifs reconnus* » amène tout naturellement Germain à constater que, les masses étant incapables à comprendre ses « *objectifs propres* », la tendance « *marxiste* », fuyant le « *médiocre* » terrain de la grève générale, « *aurait dû exploiter le climat propre créé par la grève pour dégager un certain nombre de thèmes d'éducation de l'avant-garde, d'élévation de son niveau de conscience, de préparation à des luttes futures. Cette propagande aurait dû porter sur le caractère semi-révolutionnaire de toute grève générale réussie et...* » (p. 17)

L'apôtre pabliste du « *mouvement réel des masses* », en pleine grève générale, appelle la « *tendance marxiste* » à se préparer à des « *luttes futures* » (!!!), à faire de la « *propagande* » sur le « *caractère semi-révolutionnaire d'une grève générale réussie* » (qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ?), et « *sur la création, sous forme embryonnaire, d'une dualité de pouvoir, sur la nécessité de poser la question du pouvoir, sur la nature de l'état bourgeois et la nature du gouvernement et de l'état par lequel la classe ouvrière devait remplacer ce gouvernement et cet état bourgeois* ». Propagande pour un futur radieux, tandis que dans l'immédiat, dans l'« *agitation* », la tendance « *marxiste* », réaliste, capitulait devant Renard

\*  
\*\*

Nous voici à la fin de cette étude, dont le lecteur excusera la longueur s'il veut bien se souvenir qu'il est bien plus vite fait de semer la confusion que de la dissiper.

La conclusion doit s'imposer, nous l'espérons, à tout militant révolutionnaire de bonne foi : le pabliste est une tendance politique foncièrement étrangère au trotskysme. C'est une variété pernicieuse de centrisme antitrotskyste, sous le masque du trotskysme.

G. BLOCH.

N. D. L. R. — *A la suite de la publication de la première partie de cet article, divers échos nous sont parvenus à propos des intentions que nous prêtes certaines personnes à qui, sans doute, cet article n'a pas eu l'heur de plaire... Pour couper court à toute équivoque, précisons, suivant la formule consacrée, que toute ressemblance entre Ernest Mandel et un marxiste révolutionnaire existant ou ayant existé ne pourrait être que l'effet d'une regrettable coïncidence. Ernest Mandel est bien un militant discipliné du Parti Socialiste Belge. Les dirigeants réformistes ne lui tiennent certes pas rigueur de son gauchisme verbal.*